

## Éphémérides G.L. – Semaine du 23 au 29 mars 2013

**RESUME :** En RDC, la semaine a été dominée par la panique créée par les événements au Katanga où quelque 250 Mai-Mai « Bataka Katanga » sont descendus de leurs positions à une trentaine de km. de Lubumbashi pour se rendre au gouvernorat et à l'assemblée provinciale. Composés surtout de jeunes munis principalement d'arcs et de flèches et peut-être instrumentalisés par certains notables « Balubakat », ces « rebelles », qui refusent la séparation du Nord Katanga avec le Sud Katanga minier et riche et réclament un Katanga indépendant, se sont très vite rendus à la MONUSCO : ils ont été transférés à Kinshasa, tandis qu'un couvre-feu d'un jour était décrété, qu'une enquête était diligentée sur ces événements à l'Assemblée nationale ainsi qu'au gouvernement central et que l'auditorat militaire entamait l'audition des miliciens transférés qui seraient sans assistance d'avocats ([RDC 9](#)) ([RDC 10](#)) ([RDC 11](#)) ([RDC 12](#)).

Pour ce qui regarde l'affaire du M23, Bosco Ntaganda a comparu à la CPI à La Haye où il a plaidé non-coupable ([RDC 16](#)), une comparution dont s'est réjoui le ministre belge des Affaires étrangères qui a salué le Rwanda, les Pays-Bas et les Etats-Unis pour avoir facilité le transfert de l'intéressé, qualifié de « hautement symbolique » ([RDC 18](#)). Par ailleurs, alors que les Chefs d'Etat du Congo-Brazzaville, de la RDC, de l'Ouganda et du Rwanda se sont engagés à appliquer strictement l'accord-cadre d'Addis-Abeba ([RDC 19](#)), l'ONU a donné à la RDC un ultimatum d'une semaine pour agir contre les soldats accusés de violences sexuelles lors de leur repli de Goma après sa prise par les mutins. De son côté, le gouvernement congolais, qui a déclaré que les poursuites étaient « en cours », s'est engagé à aider la CPI pour enquêter sur les auteurs de crimes commis par Bosco Ntaganda au Nord-Kivu ([RDC 13](#)) ([RDC 21](#)). Par ailleurs, le Conseil de Sécurité a finalement voté la fameuse résolution sur la création d'une brigade spéciale d'intervention munie d'un mandat offensif et destinée à venir à bout des bandes armées, une résolution qui est une première selon des diplomates<sup>1</sup> et qui a été immédiatement saluée par la Belgique ([RDC 22](#)). Enfin, on mentionnera aussi que le problème des 25.000 et quelques réfugiés congolais qui ont fui les affrontements au Nord Kivu et se trouvent au Rwanda demeure entier, ce dernier se plaignant d'une saturation des cinq camps où ils se trouvent ([RWA 6](#)).

---

<sup>1</sup> En fait, toujours au Congo, les Nations unies avaient lancé en 1963 une opération offensive qui avait mis fin à la sécession katangaise de 1960.

Sur le terrain, les autres bandes armées demeurent actives. Au Nord Kivu, les habitants de la ville de Kitchanga sont à nouveau en fuite car ils craignent de nouveaux combats entre les FARDC et la milice APCLS qui ont effectivement eu lieu en fin de semaine ([RDC 5](#)) ([RDC 6 1](#)), tandis que, plus au nord, les Maï-Maï d'un colonel déserteur ont occupé une localité du territoire de Lubero ([RDC 1](#)). Au Sud Kivu par contre, le chef milicien Yakutumba s'est rendu aux FARDC au sud-est de Fizi ([RDC 2](#)), tandis que 170 miliciens Maï-Maï Nyatura (Hutu congolais) ont déposé les armes en territoire de Kalehe ([RDC 6](#)). On signalera toutefois, qu'un commandant FARDC est accusé par la population accusée de tortures, pillages et menaces contre des pêcheurs de la région ([RDC 3](#)). Toujours pour ce qui regarde le Sud Kivu, une ONG norvégienne affirme que 70 % des conflits dans le territoire de Kalehe sont d'origine foncière ([RDC 4](#)). En Province Orientale, Le chef de guerre Cobra Matata (FPRI) qui sévit en Ituri, a de nouveau demandé une amnistie pour prix de sa reddition ([RDC 8](#)). Par ailleurs, le HCR estime à plus de 15.000 le nombre de viols perpétrés dans ce district en 2012 ([RDC 7](#)).

Dans le domaine politique, la ville de Bandundu a été sous tension cette semaine suite à une manifestation contre le gouverneur de province accusé, comme son prédécesseur, de mauvaise gestion ([RDC 14](#)).

Dans le domaine de la justice, les vingt Congolais accusés de complot contre le régime à partir de l'Afrique du Sud où ils sont emprisonnés n'ont pas obtenu leur demande de libération provisoire ([RDC 15](#)). Par ailleurs, en RDC, une organisation de défense des journalistes demande la grâce présidentielle pour un journaliste malade et détenu dans une prison militaire pour organisation d'un « mouvement insurrectionnel » ([RDC 17](#)).

Dans le domaine de la coopération internationale, la Grande-Bretagne a décidé de renforcer ses liens avec la RDC : elle a promis un montant de 270 millions \$ pour la santé ([RDC 20](#)).

Enfin, dans le domaine des relations extérieures, le nord de la RDC subit de plein fouet les conséquences de l'effondrement du régime Bozizé en Centrafrique : plus de 35.000 centrafricains, dont la famille du président et des militaires qui créent de l'insécurité à Zongo, se sont réfugiés en Equateur ([REG 1](#)).

Au Rwanda, une grenade a de nouveau explosé près du marché et de la gare routière de Kigali : cet attentat est attribué par les autorités aux dissidents du régime se trouvant à l'étranger et aux FDLR ([RWA 1](#)). Dans le domaine politique, deux partis en exil, dont celui de l'ancien Premier

**ministre Faustin Twagiramungu, annoncent leur prochain retour à Kigali pour réclamer l' « ouverture politique » face à un régime qualifié de « dictature militaire fasciste » ([RWA 2](#)). Dans le domaine de la justice, Amnesty International réclame un procès en appel juste et équitable pour l'opposante Victoire Ingabire ([RWA 3](#)), dont des partisans ont été arrêtés et brutalisés par la police lors de l'ouverture du procès ([RWA 4](#)). Enfin, on signalera la condamnation en appel d'un journaliste accusé de « divisionnisme » et « discrimination de genre » ([RWA 5](#)).**

## **REGION**

**([REG 1](#)) Reuters – 24/3**

Les rebelles centrafricains du Séléka se sont emparés de Bangui et le président François Bozizé s'est enfui en RDC, ont annoncé dimanche des membres de son administration. "Les rebelles contrôlent la ville. J'espère qu'il n'y aura pas de représailles", a déclaré Gaston Mackouzangba, porte-parole du chef de l'Etat.

Selon Crépin Mboli-Goumba, porte-parole du gouvernement, les rebelles du Séléka tiennent tous les points stratégiques de la capitale.

Un conseiller du président ayant requis l'anonymat a indiqué qu'il avait traversé le fleuve Oubangui dans la matinée pour gagner la RDC. François Bozizé est arrivé au pouvoir par la force en 2003.

"Le palais vient juste de tomber. Nous tenons le palais", a quant à lui annoncé Eric Massi, porte-parole du Séléka, joint par téléphone à Paris.

Les rebelles, qui accusent le chef de l'Etat de ne pas avoir respecté un accord de paix conclu en janvier prévoyant leur intégration dans l'armée, ont pénétré samedi dans la capitale, où la France a envoyé des renforts pour sécuriser l'aéroport.

*Lire aussi sous :*

<http://radiokapi.net/actualite/2013/03/24/rdc-des-membres-de-la-famille-de-francois-bozize-ont-trouve-refuge-zongo/>

[http://www.lepoint.fr/monde/le-president-dechu-de-centrafrique-refugie-au-cameroun-25-03-2013-1645372\\_24.php](http://www.lepoint.fr/monde/le-president-dechu-de-centrafrique-refugie-au-cameroun-25-03-2013-1645372_24.php)

<http://radiokapi.net/actualite/2013/03/25/des-milliers-des-refugies-centrafricains-sont-en-rdc-selon-lambert-mende/>

<http://blog.lesoir.be/colette-braeckman/2013/03/25/la-chute-de-bangui-degarnit-la-frontiere-nord-du-congo-kinshasa/>

<http://radiokapi.net/actualite/2013/03/27/plus-de-35-000-nouveaux-refugies-centrafricains-identifies-en-rdc/>

<http://radiokapi.net/actualite/2013/03/29/equateur-des-militaires-fideles-francois-bozize-creent-linsecurite-zongo/>

## **RDC**

**Sécurité, Armée...**

- **Kivu**

**(RDC 1) Radio Okapi – 22/3**

Des sources de la société civile de Mangurejipa rapportent que des miliciens Maï-Maï du groupe du colonel déserteur Hilaire Kombi occupent cette localité du territoire de Lubero depuis ce jeudi 22 mars dans la matinée. Le commandant FARDC à Lubero dément cette information et affirme que les combats entre militaires et miliciens se poursuivent.

Selon des sources locales, les Maï-Maï munis d'armes à feu ont attaqué la localité vers 1 heure locale du matin. Les combats avec les militaires basés sur place se sont déroulés jusqu'au lever du jour. C'est vers 8 heures, raconte un membre de la société civile, que les combats se sont arrêtés. Les Maï-Maï qui contrôlent désormais la localité ont demandé à la population de vaquer à ses occupations, ajoute la même source.

« Faux », rétorque le commandant de la police dans le territoire de Lubero, le colonel Serushago. Il précise que les hommes du colonel déserteur Hilaire Kimbo en provenance de Bunyatenge tentent de prendre le contrôle de Mangurejipa mais, assure-t-il, « les FARDC restent déterminées à ne pas décrocher ».

Pour sa part, le porte-parole de la société civile du Nord-Kivu, Me Omar Kavota, demande aux responsables du 5ème secteur des FARDC basé à Lubero de prendre « des mesures urgentes » pour sécuriser les habitants de Mangurejipa.

**(RDC 2) Radio Okapi – 25/3**

Le chef milicien William Amuri dit Yakutumba s'est rendu aux Forces armées de la RDC (FARDC), dimanche 24 mars, dans la localité de Sebele, à 37 km au Sud-Est de Baraka, en territoire de Fizi (Sud-Kivu). Des sources militaires de la 10ème région militaire affirment que ce chef milicien s'est rendu avec son épouse et une soixantaine d'hommes de son escorte, tous armés.

Selon les mêmes sources, le général autoproclamé Yakutumba a annoncé sa ferme détermination de quitter le maquis pour servir la nation sous le drapeau. Il a également demandé à la hiérarchie militaire de l'aider à sensibiliser ses hommes, éparpillés à travers le territoire de Fizi, à rejoindre les rangs des FARDC. Le chef milicien et ses hommes seront regroupés dans les localités de Kananda et Sebele, selon des sources de l'Etat-major de la 10ème région militaire.

Pour rappel, William Amuri avait servi dans l'armée nationale avec le grade de major avant de désertre et de rejoindre le maquis. La milice qu'il a ensuite dirigée est accusée de plusieurs exactions. En août 2012, les miliciens Maï-Maï Yakutumba ont attaqué des éleveurs civils et ont tué deux d'entre eux avant d'emporter plusieurs vaches dans la localité de Kikonde à Fizi. En mai 2012, les FARDC avaient délogé les Maï-Maï Yakutumba de la localité de Kazimiya, en territoire de Fizi, où ces derniers avaient régné en maître pendant deux mois.

En octobre 2011, les Maï-Maï du chef Yakutumba avaient attaqué le véhicule de l'ONG Eben Ezer en provenance d'Uvira qui se dirigeait vers les hauts plateaux. Sept personnes avaient été tuées, trois autres blessés et quatre femmes enlevées. Le commandant de l'opération

militaire « Amani Leo » au Sud-Kivu, le colonel Delphin Kahimbi, avait fait remarquer que le groupe armé Mai-Mai dirigé par Yakutumba, avait eu le temps «de vérifier et de connaître les personnes avant de les tuer lâchement à coups de machettes et à coups de balles».

### **(RDC 3) Radio Okapi – 25/3**

Les habitants de Kichala ont déposé, dimanche 24 mars, à l'auditorat de garnison d'Uvira au Sud-Kivu, une plainte contre le commandant des Forces navales de Yungu en territoire de Fizi, le premier lieutenant Amisi. Ils l'accusent de tortures, pillages, extorsion et menaces de mort à l'endroit des pêcheurs de cette cité. Dans leur plainte, les habitants du village de Kichala racontent que vendredi 15 mars, le premier lieutenant Amisi, accompagné de sept militaires ont exigé aux pêcheurs de lui donner la somme de 250.000 francs congolais (271\$US). Ceux-ci lui ont remis cent mille francs congolais (108\$US) mais le commandant a refusé. Il a alors ordonné à ses hommes de tabasser les pêcheurs.

Toujours selon leur plainte, deux de ces pêcheurs qui ont tenté de résister ont reçu des balles à la jambe et à la poitrine sur ordre du premier lieutenant Amisi. L'un, blessé grièvement a été transféré à l'hôpital de Baraka, tandis que l'autre, légèrement blessé est rentré à son domicile.

Les habitants de Kichala ajoutent dans leur plainte que le commandant a ordonné à ses hommes de ligoter et torturer neuf autres personnes quelques jours auparavant. Il ne les a libérés qu'après avoir reçu une caution de cent trente dollars américains. Ses hommes sont aussi accusés d'avoir emporté un moteur hors-bord, du carburant et des intrants de pêche.

Le Commandant des Forces navales de Fizi rejette les accusations qui pèsent sur le commandant le premier lieutenant Amisi. Il a affirmé que les deux personnes blessées sont des miliciens Mai-Mai du groupe « Alléluia ». Ils voulaient empêcher au premier lieutenant Amisi de faire son travail.

Le commandant des Forces navales de Fizi nie aussi les charges qui pèsent sur les militaires accusés d'avoir volé les biens de la population. Il a affirmé qu'il saisira sa hiérarchie à ce sujet afin d'établir les responsabilités sur la situation survenue à Kichala.

### **(RDC 4) Radio Okapi – 26/3**

70% de conflits sont fonciers dans le territoire de Kalehe (Sud-Kivu), selon l'ONG internationale Norwegian Church Aid (NCA). Cette ONG a rendu public les résultats des enquêtes menées dans ce territoire mardi 26 mars, à l'occasion de l'installation d'un nouveau cadre d'identification et de résolution pacifique des conflits. L'ONG a identifié mille quatre cents conflits dans le territoire. Ce cadre est composé des acteurs de la société civile, des autorités traditionnelles et administratives locales et des membres des ONG des droits de l'Homme.

Le chargé des programmes nationales de Norwegian Church Aid, Alexandre Decquevort explique que le nouveau cadre d'identification et de résolution pacifique des conflits installé par l'ONG Norwegian Church Aid, a pour mission de rechercher des solutions à l'amiable aux conflits qui opposent les habitants du territoire de Kalehe. Elle devra aussi transmettre les dossiers sensibles à la justice, et les suivre de près leurs évolutions jusqu'au verdict final. Grâce à ce cadre, les personnes violées ou blessées pendant les accrochages entre différentes

parties vont bénéficier d'une assistance médicale et psychosociale, affirme Alexandre Decquevort.

L'ONG internationale Norwegian Church Aid (NCA) a installé cette structure après des enquêtes menées pendant une année sur les différents conflits existants dans ce territoire. Elles ont relevé que les parties en conflits recourent à la violence ou saisissent des organes incompetentes pour la résolution de leurs différends.

La société civile et les ONG des droits de l'Homme ont salué cette initiative. Le cadre d'identification et de résolution pacifique des conflits vient appuyer le cadre de dialogue et de médiation, un autre cadre d'identification des conflits dans ce territoire, mis en place depuis 2010 par les ONG Actions pour la paix et la concorde et UN habitat.

#### **(RDC 5) Radio Okapi – 26/3**

Les habitants de Kitshanga redoutent de nouveaux combats entre les miliciens de l'Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain (APCLS) et les militaires congolais. Certains ont commencé à quitter cette localité située à 80 km de Goma ce mardi 26 mars dans la matinée. À la base, le refus de ces miliciens de s'éloigner de cette cité comme leur demandent les autorités de la 8ème région militaire.

Des sources sur place précisent que quelques habitants, récemment retournés dans cette cité, commencent à reprendre le chemin d'exil, malgré les multiples appels lancés, depuis hier, par les autorités locales.

Les miliciens APCLS ont occupé pendant quelques jours la localité de Kitshanga à la fin du mois de février avant d'y être délogés par les FARDC.

#### **(RDC 6) Radio Okapi – 27/3**

Plus de 170 combattants du groupe armé Nyatura se sont rendus à la dixième région militaire depuis le 12 mars 2013. Ils sont regroupés au camp militaire de Nyamunyuni près de l'aéroport de Kavumu.

La 10ème région militaire a indiqué dans un communiqué que ces éléments provenaient de hauts plateaux de Nyabibwe en territoire de Kalehe. La société civile de Nyabibwe félicite le 101ème secteur opérationnel qui aide ces miliciens à sortir de leur maquis. Le commandant de la 10ème région militaire a tenu une causerie morale à leur intention ce week-end dernier.

#### **(RDC 6 1) Radio Okapi – 29/3**

Des miliciens Maï-Maï de l'Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain (APCLS) affrontent depuis ce vendredi 29 mars les militaires congolais sur deux collines qui surplombent la cité de Kitshanga, à plus de 80 km de Goma. Les deux camps affirment avoir attaqué en premier. Certaines sources rapportent que les miliciens ont attaqué simultanément plusieurs positions de l'armée nationale. Mais le porte-parole de la 8ème région militaire, colonel Olivier Hamuli, assure que ce sont les FARDC qui ont attaqué les miliciens pour les déloger des environs de la cité.



Des tirs à l'arme lourde et légère ont été entendus dans la cité durant toute la matinée. Le calme est revenu vers midi. Les combats auraient débuté vers 5 heures locales. Selon certaines sources, les Mai-Mai sont venus de Kalembe à l'Ouest de Kitshanga. Ils auraient attaqué les positions du 806e régiment sur les collines de Malanda et Ngingwe, à 1 km de Kitshanga. Des combats à l'arme lourde et légère s'y seraient déroulés toute la matinée.

Selon police locale, la population, pris de panique, s'est réfugiée à la base de la Monusco. Des sources de la société civile locale confirment l'information et indiquent que dans la cité les activités socio-économiques sont paralysées.

Des sources locales rapportent que les casques bleus de la Monusco auraient réussi à s'interposer entre les deux forces pour ramener la calme.

Le colonel Hamuli fait état de la mort d'un militaire et de six miliciens. Les FARDC auraient récupéré six armes. D'autres sources parlent d'un capitaine de l'armée congolaise et une dizaine d'autres militaires tués pendant les combats.

Cet affrontement était redouté par les habitants de Kitshanga depuis quelques jours. Ils s'inquiétaient notamment du refus de ces miliciens de s'éloigner de la cité comme leur demandaient les autorités de la 8ème région militaire.

#### **- Province Orientale**

##### **(RDC 7) Radio Okapi – 27/3**

Le chargé de protection du Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés en Ituri, a indiqué, mardi 26 mars, que plus de mille cinq cents cas de violences sexuelles ont été enregistrés en 2012 dans ce district de la Province Orientale. Il l'a dit en présence de la représentante spéciale du secrétaire général des Nations Unies chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, Zainab Hawa Bangura, en visite dans cette contrée. Mme Zainab Hawa Bangura s'est dit choquée par l'ampleur de violences sexuelles faites aux femmes en Ituri ou même des enfants de moins de six mois sont violés.

«Je suis extrêmement déçue et ça m'a dérangé en tant que femme africaine. Pourquoi violer une fillette de six mois ? À mon retour, je vais faire le rapport au secrétaire général et au conseil de sécurité et je ferai également de recommandations», a promis Zainab Hawa Bangura qui séjourne en RDC depuis le 20 mars dernier.

La ministre du Genre, Famille et Enfant, Geneviève Inagosi Bulo a, pour sa part, déploré le déficit de coordination dans la lutte contre les violences sexuelles dans la contrée. La ministre a par ailleurs appelé l'ensemble de la population de l'Ituri à s'approprier la lutte contre les violences sexuelles.

De passage à Goma il y a quelques jours, Zainab Hawa Bangura avait réaffirmé sa détermination à faire cesser les violences sexuelles contre les femmes en RDC, et particulièrement dans l'Est du pays, tout en insistant sur la part du gouvernement Congolais. «Celui-ci doit démontrer sa volonté à poursuivre les personnes accusées des viols», avait-elle souligné dans une conférence de presse.

##### **(RDC 8) Radio Okapi – 27/3**

Le chef milicien Cobra Matata, leader de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI), réitère sa demande d'être amnistié par le Chef de l'Etat pour réintégrer « définitivement » l'armée. Au cours d'une conférence de presse tenue, mardi 26 mars, dans la cité de Gety-centre que sa milice occupe, il a également réclamé la reconnaissance des grades de ses combattants. C'est la troisième fois que le chef milicien exprime son souhait de réintégrer les FARDC.

Cobra Matata a également souhaité que les autres groupes armés de l'Ituri bénéficient d'une amnistie « pour le retour d'une paix durable » dans ce district de la Province Orientale. Il a notamment cité la Coalition des groupes armés de l'Ituri dont sa milice fait partie ainsi que d'autres miliciens du district actuellement détenus à Kinshasa. Selon lui, le commandant suprême des FARDC, le chef de l'Etat, est la seule autorité compétente pour accorder cette amnistie. Ancien milicien devenu colonel des FARDC avant de redevenir milicien, Cobra Matata exigerait le grade de général de brigade.

En janvier dernier, il avait déjà déclaré être disposé à réintégrer les rangs des FARDC avec ses hommes. Il avait affirmé vouloir répondre favorablement à l'appel que lui a lancé le chef d'état-major des forces terrestres des FARDC, lieutenant-général François Olenga, lors de son passage en Ituri quelques jours plus tôt. Le chef d'Etat major des forces terrestres de l'armée congolaise avait en effet invité, une dizaine de jours plus tôt, le chef milicien à réintégrer les rangs de l'armée. «Que mon officier Cobra Matata profite de ma présence ici. Je vais le recevoir personnellement. Qu'il vienne avec tous ses militaires pour que nous puissions faire front contre le Rwanda», avait-il lancé.

Un mois après cet appel du général Olenga, l'auditorat militaire de garnison de Bunia avait décidé d'interrompre les poursuites judiciaires contre le chef milicien et ses hommes « pour privilégier la paix dans la province ». « Ces poursuites sont suspendues au profit des négociations politiques, pour privilégier la paix et la sécurité en Ituri », avait notamment expliqué l'auditeur militaire.

La milice de Cobra Matata s'illustre régulièrement par des attaques contre des civils, des enlèvements et des vols de bétail en Ituri.

*Lire aussi sous :*

<http://radiookapi.net/actualite/2013/03/28/ituri-cobra-matata-promet-de-ne-pas-faire-obstacle-lexploitation-petroliere-de-total/>

- **Katanga**

**(RDC 9) AFP - Belga – 23/3**

Cinq personnes dont quatre membres des forces de l'ordre ont été tuées samedi dans des affrontements entre un groupe armé local Maï-Maï et des soldats de l'armée congolaise à Lubumbashi, chef-lieu de la province du Katanga, a indiqué un porte-parole militaire.

Les Forces armées de la RDC ont empêché les rebelles d'arriver au gouvernorat. Il y a eu des échanges de coups de feu dont le bilan provisoire est de cinq morts et trois blessés, a dit ce porte-parole en souhaitant garder l'anonymat. "Le calme est maintenant revenu. Les expatriés



n'ont pas du tout été inquiétés", a pour sa part indiqué en fin d'après-midi un membre du consulat général de Belgique à Lubumbashi, Philip Heuts, à l'agence BELGA.

Le groupe se réclamant du mouvement Bakata Katanga, venu du nord de la province - une zone théâtre de troubles depuis quelques mois du fait d'une recrudescence des activités des combattants locaux Mai-Mai -, était entré en milieu de matinée à Lubumbashi, riche cité minière, provoquant une panique générale. Il s'est affronté en début d'après-midi à l'armée et à la police alors qu'il s'approchait du gouvernorat, ont précisé des témoins. La radio onusienne Okapi a chiffré leur nombre à quelque 450 personnes, citant la Police nationale congolaise (PNC).

Le gouverneur de la province, Moïse Katumbi Chapwe, a indiqué à l'AFP que le groupe avait été encerclé par l'armée et s'est rendu aux forces de l'ONU présentes sur place. Il n'a pas voulu confirmer le nombre de victimes des affrontements qui se sont produits autour de sa résidence en début d'après-midi. Selon le porte-parole militaire et des témoins, les affrontements ont fait quatre morts du côté des forces de l'ordre et un du côté des rebelles, ainsi que trois blessés.

Le groupe armée local Mai-Mai ou Bakata Katanga occupait depuis quinze jours la bourgade de Kinsevere, située à quelques dizaines de kilomètres au nord-ouest de Lubumbashi. Les Bakata Katanga sont à l'origine d'une insécurité grandissante dans le nord de la province du Katanga. Leur chef, Tanda Imena, vit à cheval entre le Katanga et la Zambie voisine, où il avait déjà été arrêté par les autorités en 2004, puis transféré à Kinshasa, avant d'être finalement relâché. Radio Okapi lui attribue notamment les deux dernières attaques contre l'aéroport de Lubumbashi, dont la dernière remonte au 20 décembre dernier. Elle avait fait trois ou quatre morts, selon les sources.

*Lire aussi sous :*

<http://radiookapi.net/actualite/2013/03/23/lubumbashi-le-calme-est-revenu-apres-la-reddition-des-miliciens-bakata-katanga-la-monusco/>

**(RDC 10) Belga – 24/3**

Près de 250 combattants d'un groupe armé local Mai-Mai qui avait trouvé samedi refuge dans les locaux des Nations Unies à Lubumbashi se sont rendus, a annoncé dimanche la Mission de l'ONU en RDC (Monusco), qui a chiffré à "environ 35" le nombre de morts enregistrés lors de l'attaque de la ville.

"La Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en République démocratique du Congo (Monusco) se félicite de la reddition pacifique des 245 combattants Mai-Mai (du groupe) Kata Katanga qui s'étaient réfugiés à l'intérieur du camp de la Monusco (...) après avoir marché sur la ville plus tôt dans la journée", a annoncé l'ONU dans un communiqué reçu à Bruxelles.

Les rebelles devraient bientôt être remis au gouvernement, à l'issue de négociations menées sous l'égide de la Monusco, entre le gouverneur du Katanga Moïse Katumbi, les autorités militaires et provinciales et les Mai-Mai, ajoute le texte.

Selon la Monusco, 54 blessés ont été recensés, dont quinze "gravement atteints" parmi les rebelles qui s'étaient réfugiés dans ses installations. Tous les combattants blessés ont été transférés à l'hôpital de la ville pour recevoir des soins médicaux, ajoute la Mission

onusienne, assurant qu'aucun membre du personnel des Nations Unies n'a été blessé. Selon des ONG citées par la Monusco, environ 35 personnes ont perdu la vie dans l'attaque de la ville.

*Lire aussi sous :*

<http://radiookapi.net/actualite/2013/03/24/lubumbashi-les-rebelles-bakata-katanga-transferes-kinshasa/>

<http://blog.lesoir.be/colette-braeckman/2013/03/24/des-mai-mai-revoltes-envahissent-lubumbashi/>

### **(RDC 11) Radio Okapi – 25/3**

Deux cent trente miliciens du groupe «Bakata Katanga» qui s'étaient rendus samedi à la Monusco à Lubumbashi ont été transférés à Kinshasa, ce lundi 25 mars dans la matinée, ont indiqué des sources aéroportuaires. Le bilan officiel des accrochages entre ces Mai-Mai fait état de vingt-trois morts et de plusieurs blessés. La ville est restée ce lundi dans la psychose. Les autorités ont démenti la rumeur faisant état d'une entrée imminente d'autres combattants restés en brousse.

Ces combattants ont été transportés dans deux avions de FARDC. Le premier groupe a quitté la ville de Lubumbashi aux environs de 8h15 (locales); le second, une heure après. Au total, deux cent trente miliciens ont embarqué, selon des sources aéroportuaires. Ils avaient déjà rendu leurs armes à la Monusco/Lubumbashi lors de leur reddition samedi. Les responsables de la mission onusienne les ont remis aux autorités de la 6eme région militaire. Avant leur embarquement, les miliciens ont été dépouillés de leurs amulettes, bracelets, banderoles aux couleurs de leur drapeau qui étaient noués au tour de leurs têtes.

Ils ont laissé derrière eux quarante mineurs, qui sont pour l'heure, mis à la disposition de l'ONG Reconford qu'appuie l'Unicef. Seize autres Mai-Mai, grièvement blessés, ont été admis à l'hôpital militaire de la Rwashi. Deux autres civils, un homme et une femme blessés par balles, ont aussi été admis dans cet hôpital.

Le gouvernorat provincial assure leur prise en charge. D'autres sources ont fait état de l'existence d'autres blessés dans d'autres structures médicales de la place, sans autres précisions.

Selon des sources officielles, vingt-trois personnes sont mortes, dont vingt combattants, un militaire FARDC, un agent de la société nationale des chemins de fer (SNCC) et une fillette de quatre ans. Certains habitants de Lubumbashi estiment que «le bilan est beaucoup plus lourd », sans donner de chiffre précis.

Entre-temps, une psychose, partie de la commune de Rwashi par où les miliciens étaient entrés samedi, a vite gagné le centre ville le matin. Selon certains habitants, des combattants de la milice «Bakata Katanga» seraient aperçus dans les environs de la Rwashi. Au centre-ville, certains opérateurs ont fermé leurs commerces. Les parents se sont empressés d'aller chercher leurs enfants à l'école.

De leur côté, les autorités urbaines ont parlé d'une «simple rumeur», précisant que la situation était redevenue calme.

Le ministre de l'Intérieur, Richard Muyej, a annoncé, dimanche 24 mars à Kinshasa, l'envoi d'une mission d'enquête dans la capitale du Katanga en vue d'une «évaluation appropriée de la situation sécuritaire».

L'enquête consiste surtout à chercher à «savoir ce que [ces miliciens] voulaient, mais aussi comprendre comment ont-ils fait pour arriver jusqu'au centre ville» de Lubumbashi, a-t-il précisé, promettant de déférer devant la justice les personnes qui se seraient compromises avec «ces délinquants armés ».

« Nous verrons bien qui a été responsable de quoi. Seule l'enquête peut nous aider à déterminer à quel niveau se trouvent les complicités. Ces gens ne sont pas venus de nulle part. Ces armes ne leur ont pas été accordées miraculeusement. Quelqu'un a dû dépenser, quelqu'un a dû penser à les doter en armes. Tout cela va être clarifié par les enquêteurs qui sont déjà au travail. Ils vont tous être transportés à Kinshasa », a déclaré pour sa part Lambert Mende, porte-parole du gouvernement congolais.

*Lire aussi sous :*

[http://www.acpcongo.com/index.php?option=com\\_content&view=article&id=16396:les-245-miliciens-mai-mai-bakata-katanga-r-transferes-a-kinshasa&catid=35:nation&Itemid=56](http://www.acpcongo.com/index.php?option=com_content&view=article&id=16396:les-245-miliciens-mai-mai-bakata-katanga-r-transferes-a-kinshasa&catid=35:nation&Itemid=56)  
<http://radiookapi.net/actualite/2013/03/25/rdc-le-gouvernement-diligente-une-enquete-sur-lentree-des-mai-mai-lubumbashi/>  
<http://www.rfi.fr/afrique/20130325-rdc-mai-mai-decoupage-katanga-lubumbashi>  
<http://www.levif.be/info/belga-politique/rdc-la-monusco-maintient-le-bilan-de-35-morts-dans-l-attaque-contre-lubumbashi/article-4000269295494.htm>

### **(RDC 12) Radio Okapi – 26/3**

Le Conseil urbain de sécurité de Lubumbashi a instauré un couvre-feu de 21 heures à 5 heures locales dans cette ville pour chercher des miliciens qui se seraient dissimulés parmi la population civile. Le couvre feu restera en vigueur jusqu'à ce que la situation sécuritaire soit maîtrisée, ont annoncé les autorités. Samedi dernier, des centaines de miliciens Mai-Mai « Bakata Katanga » sont entrés à Lubumbashi et tenté de prendre possession des édifices publics. Les accrochages qui ont suivi entre miliciens et militaires ont fait une vingtaine de morts.

Lundi, un calme précaire régnait dans la ville. Les habitants redoutaient une nouvelle arrivée des miliciens dans la ville. Une rumeur que les autorités ont démentie. Par ailleurs, deux cent trente miliciens ont pu être transférés à Kinshasa.

Henry Thomas Lokondo, député de la majorité, a qualifié lundi l'attaque de Lubumbashi de « surréaliste » et « grave ».

« On ne doit pas minimiser les choses qui ne doivent pas l'être. Ces genres d'actes dans le contexte général des problèmes que nous avons aujourd'hui sur le plan sécuritaire sont de nature à faire croire que la RDC est devenue une zone dangereuse », a affirmé Henry Thomas Lokondo. Il a estimé que si les miliciens ont réussi à frapper au cœur du Katanga, donc ils peuvent frapper partout et avec des conséquences incalculables. « Ce fait naturellement appelle l'établissement des responsabilités et des sanctions. Mais aussi et surtout l'évaluation générale de notre capacité préventive de défense », a-t-il conclu.

Le député de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), Fabien Mutomb Kan-Kato, élu à Lubumbashi, a estimé pour sa part que l'entrée de miliciens à Lubumbashi n'était qu'une « mise en scène ». « Le service de sécurité, le pouvoir provincial était au courant de cette situation. Nous disons haut et fort que c'est juste une mise en scène et que le metteur en scène démonte cette mise en scène. Si vous prenez en 2010, au mois de juillet, les Bakata Katanga ont installé la toute première fois leur drapeau au centre ville. Ils ont attaqué à deux reprises l'aéroport de Lubumbashi. Ils ont tué soixante-cinq personnes dans le territoire de Kasenga, quatre personnes à Kimsevere », a expliqué Fabien Mutomb Kan-Kato.

Soixante-cinq personnes ont été tuées entre le 22 janvier au 8 février par les Maï-Maï Bakata Katanga dans le groupement de Mwemena, en territoire de Kasenga, à plus de 250 km de Lubumbashi.

*Lire aussi sous :*

<http://radiookapi.net/actualite/2013/03/26/lubumbashi-le-maire-de-la-ville-leve-le-couvre-feu/>  
[http://www.acpcongo.com/index.php?option=com\\_content&view=article&id=16423](http://www.acpcongo.com/index.php?option=com_content&view=article&id=16423)  
<http://radiookapi.net/actualite/2013/03/27/lassemblee-nationale-va-depecher-une-mission-dinformation-sur-la-situation-securitaire-au-katanga/>  
<http://radiookapi.net/actualite/2013/03/28/entree-des-mai-mai-lubumbashi-7-ministres-des-deputes-nationaux-rencontrent-les-autorites-locales/>  
<http://radiookapi.net/regions/katanga/2013/03/29/rdc-lauditeur-militaire-general-auditionne-les-miliciens-bakata-katanga-transferes-de-lubumbashi/>

**Vie politique...**

**(RDC 13) Radio Okapi – 23/3**

Le gouvernement congolais s'engage à aider la Cour pénale internationale (CPI) à enquêter et arrêter les auteurs des crimes commis, au Nord-Kivu. Le porte-parole du gouvernement, Lambert Mende Omalanga, l'a dit, samedi 23 mars à Radio Okapi, faisant allusion aux violences perpétrées par les groupes armés dans cette partie du pays.

«Lorsque ces enquêtes seront terminées, nous n'avons aucun doute que le bureau du procureur de la CPI ouvrira un dossier concernant des faits graves rapprochés à Bosco Ntaganda», a indiqué Lambert Mende qui réagissait sur le transfert de Bosco Ntaganda à la CPI. Il se dit également satisfait que le Rwanda et les Etats-Unis d'Amérique aient coopéré pour faciliter le transfert de ce général déchu des Forces armées de la RDC (FARDC).

**(RDC 14) Radio Okapi – 27/3**

Une vive tension a régné à Bandundu ville ce mercredi 27 mars dans la matinée. Des policiers ont été déployés sur les différentes artères du chef-lieu de la province du Bandundu pour étouffer une marche de protestation contre le gouverneur Jean Kamisendu. Cette marche était projetée par l'Association pour la défense des intérêts de la ville de Bandundu (ADIVB) qui voulait protester contre la gestion de la province.

La tension était perceptible depuis la nuit du lundi à mardi 26 mars à Bandundu ville, après l'arrestation d'une dizaine de membres de l'Association pour la défense des intérêts de la ville de Bandundu (ADIVB). Ces activistes ont été interpellés au moment où ils sensibilisaient les membres de leur association pour qu'ils viennent participer à la marche qui était prévue ce

mercredi. Ils ont ensuite été incarcérés à la prison du cinquantenaire dans la même ville après une audience tenue mardi 26 mars au Tribunal de grande instance de Bandundu.

Les organisateurs de cette marche reprochent au gouverneur Kamisendu le fait de n'avoir pas construit l'hôtel du gouvernement provincial comme il l'avait promis lors de son investiture. Selon eux, le gouverneur n'a pas non plus réalisé d'actions à impact visible dans la province. Par ailleurs, il n'aurait pas achevé les chantiers de construction des écoles et de ponts laissés par son prédécesseur. L'ADIVB accuse également le gouverneur de promouvoir le tribalisme au sein des services publics provinciaux.

Jean Kamisendu a été élu au poste de gouverneur de la province du Bandundu le 30 avril aux fonctions de gouverneur de la province du Bandundu. Ce scrutin avait été organisé à la suite de la déchéance de l'ancien gouverneur, Richard Ndambu.

Les députés provinciaux l'avaient démis pour mauvaise gestion. Il était accusé de détournement des indemnités de sortie des membres de cabinet du gouvernement provincial de la transition qui a pris fin en 2006, non-paiement des ministres et des membres du gouvernement provincial en fonction depuis huit mois, ainsi que de détournement de millions de Franc congolais issus de l'impôt personnel minimum perçu en province sans quittance et des retenues sur les salaires dans l'opération Konzo de Kahemba.

### **Justice, Droits de l'homme...**

#### **(RDC 15) Radio Okapi – 23/3**

Les vingt Congolais accusés de vouloir renverser le régime de Kinshasa à partir de l'Afrique du Sud resteront en détention dans ce pays jusqu'au début de leur procès. Leur demande de liberté provisoire a été rejetée, vendredi 22 mars après-midi, par le juge du tribunal régional de Pretoria.

C'était la déception que l'on pouvait lire sur les visages des vingt accusés, lorsque le magistrat a donné sa décision au tribunal régional de Pretoria. Pour le magistrat, la défense n'a pas été assez convaincante. Elle n'a pas su démontrer dans quelle mesure ces Congolais ne représentent pas un danger pour la sécurité de la RDC et pour la vie du chef de l'Etat, Joseph Kabila. Pour le magistrat, les 20 Congolais pourraient facilement s'enfuir, avec l'aide de la communauté congolaise, pour ne plus se présenter au procès. Il a également indiqué qu'aucun des accusés n'a su prouver qu'il avait un domicile permanent en Afrique du Sud. Le magistrat a précisé que sa décision n'était pas définitive. Les accusés ont toutefois le droit de faire appel à une instance supérieure.

La prochaine comparution est prévue le 23 mai prochain, pour faire le point sur l'avancée des enquêtes. Lors de précédentes audiences, les avocats de la défense avaient plaidé pour la libération sous caution de leurs clients afin de leur permettre de vaquer à leurs occupations pour subvenir aux besoins de leurs familles. Les prévenus avaient exprimé leur volonté de se plier aux conditions de la cour si la liberté provisoire leur était accordée, promettant de remettre leurs passeports aux autorités sud-africaines.

L'accusation, quant à elle, avait balayé les affirmations de ces accusés. Le procureur avait évoqué le fait que la plupart de ces accusés étaient arrivés, des années plutôt, en Afrique du

Sud de manière illégale. Pour lui, remettre les passeports ne les empêcherait pas de sortir du pays.

Au moment de leur arrestation, le 5 février, ils étaient dix-neuf. Le vingtième, chef du groupe, a été arrêté par la police sud-africaine le 10 février. Il porte le nom d'Etienne Kabila. Ce dernier prétend être l'un des fils de Laurent Désiré Kabila, père et prédécesseur de l'actuel président de la RDC, Joseph Kabila. Ces hommes appartiendraient à l'Union démocratique des nationalistes pour le renouveau (UNR). À en croire le porte-parole du gouvernement de la RDC, Lambert Mende, ils auraient été arrêtés en possession de 5 000 fusils AK47, 500 roquettes TKM, des missiles sol-air, 50 valises satellitaires, 200 Talkies-walkies et 1000 grenades offensives.

### **(RDC 16) AFP – 26/3**

Le chef rebelle Bosco Ntaganda, soupçonné de crimes commis dans l'est de la RDC en 2002 et 2003, a clamé son innocence mardi au cours de sa première comparution à La Haye devant la Cour pénale internationale (CPI), une semaine après sa reddition surprise à Kigali.

"J'ai été informé de ces crimes, mais je plaide non coupable", a déclaré le suspect avant d'être interrompu par la juge Ekaterina Trendafilova, qui lui a expliqué que l'objet de l'audience n'était pas de savoir s'il plaiderait coupable ou non coupable. "Mon client a l'intention de déposer une demande de mise en liberté provisoire, mais ce ne sera pas aujourd'hui", a ensuite déclaré l'avocat de M. Ntaganda, Hassane Bel Lakhdar, commis d'office dans l'attente d'un choix définitif du suspect.

Surnommé "Terminator" car réputé sans pitié, le charismatique chef rebelle, crâne rasé, portait une fine moustache et était vêtu d'une veste noire de costume, d'une chemise et d'une cravate bleu foncé pour cette audience, qui s'est ouverte vers 11H00.

À l'ouverture, le suspect a décliné son identité, affirmant être né au Rwanda mais disposer de la nationalité congolaise. Interrogé au sujet de sa profession, M. Ntaganda a répondu "comme vous le savez, j'étais militaire au Congo", des propos en kinyarwanda traduits en français par un interprète.

Un représentant du greffier a ensuite lu la liste des crimes reprochés à Bosco Ntaganda, des crimes contre l'humanité et crimes de guerre, dont meurtres, viols et pillages, commis par les Forces patriotiques pour la libération du Congo (FPLC), dont il était chef d'état-major, dans l'Ituri (est de la RDC) en 2002 et 2003.

À la fin de l'audience, la juge Trendafilova a fixé au 23 septembre 2013 le début de l'audience de confirmation des charges, destinée à déterminer si les éléments de preuve du procureur sont assez solides que pour mener à un procès.

### **(RDC 17) Radio Okapi – 26/3**

L'ONG Freedom for journalist (FFJ) a demandé, lundi 25 mars, la grâce présidentielle pour le journaliste Patrick Palata détenu à la prison militaire de Ndolo à Kinshasa. Ce journaliste est gravement malade, selon FFJ.



Patrick Palata, 35 ans, journaliste de Canal Congo Télévision (CCTV), une chaîne de télévision privée de Matadi, dans le Bas Congo, a été condamné au mois d'avril 2011 à vingt ans de servitude pénale «pour organisation d'un mouvement insurrectionnel».

Le directeur de FFJ affirme que le responsable du centre de santé local de la prison militaire de Ndolo a indiqué que le journaliste ne se portait pas bien. Il aurait des douleurs au niveau du cœur, a ajouté l'épouse du journaliste.

Patrick Palata était accusé d'être de connivence avec Faustin Munene, ancien chef d'Etat-major de la force aérienne de l'armée congolaise exilé au Congo Brazzaville depuis janvier 2011. Les autorités congolaises accusent cet officier supérieur de la RDC d'avoir tenté de créer un mouvement rebelle.

## **Relations extérieures**

### **(RDC 18) Belga – 22/3**

Le vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères, Didier Reynders, s'est réjoui vendredi du transfèrement du général congolais rebelle Bosco Ntaganda à la Cour pénale internationale (CPI) de La Haye, qui l'accuse de crimes contre l'humanité et crimes de guerre commis dans l'est de la RDC en 2002 et 2003.

Le chef de la diplomatie belge a aussi salué, dans un communiqué, le rôle "constructif" joué par le Rwanda, les Etats-Unis et les Pays-Bas, dont la collaboration a permis ce transfert dans les meilleures conditions possibles. "Ce transfert a une haute valeur symbolique. Il renforce la lutte contre l'impunité sans laquelle aucune stabilisation durable n'est possible, et redonne espoir aux victimes et à la population en général, qui est au centre des préoccupations et des efforts visant à restaurer la stabilité dans la Région des Grands Lacs", a souligné M. Reynders. Il a exprimé l'espoir que ces efforts vont se poursuivre "afin de mettre rapidement fin à la violence qui se poursuit dans l'est de la RDC" et de mettre en oeuvre les engagements pris dans l'accord d'Addis Abeba pour un retour à la stabilité, la paix et le développement dans cette région.

*Lire aussi sous :*

<http://blog.lesoir.be/colette-braeckman/2013/03/22/ne-pas-pavoiser-trop-vite/>

### **(RDC 19) ACP – 25/3**

Les Chefs d'Etat de l'Ouganda, Yoweri Museveni, du Rwanda, Paul Kagame, de la RDC, Joseph Kabila Kabange et du Congo, Denis Sassou N'Guesso, se sont engagés dimanche, à Oyo, dans le Nord de la République du Congo, à appliquer strictement les dispositions de l'accord-cadre de paix pour la RDC, à l'issue de leurs travaux sur l'évaluation de la mise en œuvre dudit accord.

Ils ont également exprimé le souhait de voir les pourparlers de Kampala aboutir à des résultats positifs dans les meilleurs délais. Dans le communiqué final sanctionnant ces travaux, les quatre Chefs d'Etat se sont félicités de l'implication des dirigeants de la sous-région dans la recherche d'une paix durable dans l'Est de la République Démocratique du Congo.

*Lire le communiqué final sous :*

[http://www.acpcongo.com/index.php?option=com\\_content&view=article&id=16395](http://www.acpcongo.com/index.php?option=com_content&view=article&id=16395)

*Lire aussi sous :*

<http://radiookapi.net/actualite/2013/03/24/sassou-nguesso-kabila-kagame-museveni-sengagent-appliquer-laccord-daddis-abeba/>

**(RDC 20) AFP – 27/3**

Le Royaume-Uni va "renforcer" ses liens avec la RDC, a affirmé jeudi à Kinshasa le ministre britannique des Affaires étrangères, William Hague, à l'issue d'une visite dans l'est du pays.

M. Hague a été reçu par le président Joseph Kabila, après avoir rencontré le Premier ministre Augustin Matata Ponyo Mapon, pour conclure une visite de deux jours entamée à Goma, dans l'est du pays, en arrivant du Rwanda. "C'est le moment d'étendre et de renforcer les liens entre le Royaume-Uni et la RDC", a-t-il annoncé à la presse répétant son annonce faite mardi d'un don de 270 millions de dollars (211 millions d'euros) destinés aux soins de santé pour six millions d'habitants. Dix pour cent de cette somme seront destinés aux centres sanitaires, a-t-il précisé.

Le ministre qui était accompagné à Goma par l'actrice américaine Angelina Jolie, ambassadrice du Haut commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR), a visité l'un des camp de réfugiés situé au sud de Goma et a rencontré plusieurs acteurs humanitaires.

Interrogé sur le projet de résolution du Conseil de sécurité des Nations unies visant à implanter une brigade d'intervention au sein de ses forces afin d'imposer la paix dans l'est de la RDC, le ministre a affirmé son soutien à cette brigade qui "serait une part importante du nouveau cadre et des efforts internationaux pour la stabilité".

*Lire aussi sous :*

[http://www.rtf.be/info/monde/detail\\_rdc-la-grande-bretagne-va-lancer-un-vaste-programme-d-aide-medicale?id=7956708](http://www.rtf.be/info/monde/detail_rdc-la-grande-bretagne-va-lancer-un-vaste-programme-d-aide-medicale?id=7956708)

**(RDC 21) AFP – 28/3**

Les Nations unies ont donné mercredi à la RDC une dernière semaine pour agir contre les soldats de deux bataillons de l'armée accusés d'avoir commis au moins 126 viols en novembre dernier, selon des diplomates.

L'ultimatum a été posé par le chef de la mission de maintien de la paix de l'ONU, Hervé Ladsous, lors d'une réunion à New York avec le ministre des Affaires étrangères de la RDC, Raymond Tshibanda. Cette entrevue s'est déroulée alors que le Conseil de sécurité doit se réunir jeudi pour voter une résolution mettant en place une brigade d'intervention afin d'aider l'armée à combattre les groupes rebelles dans l'est de la RDC. "Le gouvernement congolais a été averti que les actions de l'armée ne sont pas acceptables et qu'il y aura de sérieuses conséquences", a souligné un diplomate.

Les Nations unies, par le biais de deux lettre envoyées en février, avaient déjà menacé le gouvernement de RDC de ne plus travailler avec les troupes visées si des actions n'étaient pas prises à propos de ces cas de viols présumés. Selon l'ONU, au moins 126 femmes ont été violées dans la ville de Minova vers le 20 novembre alors que l'armée était en train de se

replier face à l'avancée des rebelles du M23, en route vers Goma. De nombreux pillages avaient également été rapportés autour de Minova.

*Lire aussi sous :*

<http://radiookapi.net/actualite/2013/03/28/lonu-lance-ultimatum-la-rdc-pour-sanctionner-des-soldats-accuses-de-viols-minova/>

<http://radiookapi.net/actualite/2013/03/28/rdc-le-conseil-de-securite-de-lonu-sur-le-point-dadopter-la-resolution-creant-la-brigade-dintervention/>

<http://radiookapi.net/actualite/2013/03/28/rdc-les-poursuites-judiciaires-contre-les-militaires-accuses-de-viols-minova-sont-en-cours-affirme-lambert-mende/>

**(RDC 22) AFP – 28/3**

Le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté jeudi une résolution qui renforce la Mission de l'ONU en République démocratique du Congo en créant pour la première fois une force d'intervention chargée de "neutraliser" les groupes armés opérant à l'Est.

La résolution, mise au point par Paris, s'inspire des résultats de l'accord régional d'Addis Abeba du 24 février, censé pacifier l'est de la RDC en proie à des rébellions depuis deux décennies. Le texte, adopté à l'unanimité, "condamne fermement la présence continue du (mouvement rebelle) M23 dans les environs immédiats de Goma" (est) et réclame que tous les groupes armés "déposent les armes".

La "brigade d'intervention" devrait compter au total plus de 2.500 hommes, selon des responsables de l'ONU, même si la résolution ne donne pas de chiffre précis. Elle sera formée de trois bataillons d'infanterie, assistés d'une compagnie d'artillerie et d'une compagnie de reconnaissance et de "forces spéciales". Elle aura "la responsabilité de neutraliser les groupes armés".

Ainsi renforcée, la Mission de l'ONU --Monusco-- se voit désormais confier la tâche supplémentaire de "mener des opérations offensives et ciblées", seule ou aux côtés de l'armée congolaise, pour "stopper le développement de tous les groupes armés, (les) neutraliser et les désarmer". Elle devra cependant "tenir pleinement compte de la nécessité de protéger les civils et de limiter les risques".

La brigade est créée "pour une période initiale d'un an et dans le cadre du plafond d'effectifs" de la Monusco, soit 19.815 hommes. Basée à Goma, elle reste sous l'autorité du commandant en chef de la Monusco.

*Lire aussi sous :*

[http://www.liberation.fr/monde/2013/03/28/rdc-l-onu-cree-une-force-d-intervention-rapide-pour-combattre-les-rebelles\\_892173](http://www.liberation.fr/monde/2013/03/28/rdc-l-onu-cree-une-force-d-intervention-rapide-pour-combattre-les-rebelles_892173)

**RWANDA**

**Sécurité, Armée...**

**(RWA 1) AFP – 26/3**

Une personne a été tuée et huit blessées mardi en début de soirée à Kigali dans l'explosion d'une grenade lancée à proximité d'un marché et de la gare routière, a annoncé le porte-parole de la police rwandaise, Theos Badege.

"Nous avons arrêté deux personnes et les enquêteurs sont en train de les interroger", a-t-il déclaré. "C'est vraiment un endroit fréquenté. Apparemment ils (les auteurs de l'attentat) visaient un très grand nombre de personnes" à une heure d'affluence, a-t-il ajouté, sans donner d'indications sur les possibles mobiles ou auteurs de l'attentat.

La grenade a explosé vers 18H40 (16H40 GMT) près du marché de Kimironko et de la gare routière, dans l'est de la capitale rwandaise. "Nous avons huit blessés et un mort", a-t-il poursuivi, sans préciser la gravité des blessures des victimes. L'attentat n'a pas été revendiqué dans l'immédiat.

Les derniers attentats en date à Kigali, réputée pour être l'une des capitales les plus sûres d'Afrique, et sa banlieue, remontaient à début 2012. Ces attaques à la grenade, attribuées par les autorités à des dissidents du régime et aux rebelles hutus des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), basés dans l'est de la RDC voisine, avaient fait au moins deux morts et plusieurs blessés.

### **Vie politique...**

#### **(RWA 2) Belga – 28/3**

Deux partis politiques rwandais en exil en Belgique, dont celui de l'ancien Premier ministre Faustin Twagiramungu, ont annoncé jeudi leur prochain retour au pays, afin d'y réclamer l'"ouverture de l'espace politique" au régime du président Paul Kagame, au pouvoir depuis la fin du génocide de 1994 et qu'ils qualifient de "dictature militaro-fasciste savamment maquillée en régime respectable".

Des représentants de ces deux partis, la "Rwanda Dream Initiative" (RDI) Rwanda Rwiza de M. Twagiramungu, et le PDP-Imanzi - dont le président, Déogratias Mushayidi, est emprisonné à Kigali après avoir été condamné à la perpétuité en 2010 pour atteinte à la sûreté de l'Etat - retourneront au Rwanda "d'ici le 30 juin prochain", ont affirmé les responsables de ces deux formations au cours d'une conférence de presse à Bruxelles.

"J'ai déjà été désigné par mon parti", a lancé M. Twagiramungu, qui dit ne pas craindre pour sa vie en dépit des intimidations qui visent parfois les opposants rwandais tant au pays qu'à l'étranger - en Afrique du sud un ancien chef d'état-major rwandais, Faustin Kayumba Nyamwasa, qui fut membre du cercle rapproché de M. Kagame, a fait l'objet d'une tentative d'assassinat. "Les gens au Rwanda nous attendent", ajoute M. Twagiramungu, qui fut Premier ministre de juillet 1994 à août 1995 avant de tomber en disgrâce aux yeux du Front patriotique rwandais (FPR), dominé par les Tutsi et au pouvoir depuis la fin du génocide, puis de partir en exil en Belgique. Il était déjà brièvement rentré une première fois au Rwanda en 2003 pour participer à l'élection présidentielle, officiellement remportée par M. Kagame mais que lui qualifie de "frauduleuse".

"Nous allons réclamer (l'ouverture de) l'espace politique", cadencé depuis 1994 par le FPR, et la libération de tous les prisonniers politiques emprisonnés au Rwanda, a pour part déclaré le vice-président du Pacte de Défense du Peuple (PDP-Imanzi, une autre formation

d'opposition non reconnue par Kigali), Gérard Karangwa Semushi. "Nous n'allons pas au Rwanda pour la confrontation, pour prendre les armes, nous ne voulons pas la tête de qui que ce soit", a ajouté M. Karangwa.

M. Twagiramungu a exprimé des doutes sur la possibilité des deux partis d'obtenir leur enregistrement, nécessaire pour participer aux élections en faisant allusion au cas de Victoire Ingabire.

Tant M. Twagiramungu que Karangwa ont assuré ne pas viser les élections législatives de septembre prochain, qu'ils jugent trop proches. Mais le vice-président du Karangwa n'a pas exclu une participation à la présidentielle de 2017, quand M. Kagame terminera son second septennat. Le 27 février dernier, le président rwandais a réaffirmé qu'il n'envisageait pas de faire modifier la Constitution pour briguer un troisième mandat à la tête de son pays.

*Lire aussi sous :*

<http://blog.lesoir.be/colette-braeckman/2013/03/28/faustin-twagiramungu-annonce-son-retour-au-rwanda/>

## **Justice, Droits de l'homme...**

### **(RWA 3) Amnesty International – 25/3**

Rwandan opposition leader Victoire Ingabire must be allowed an appeal that meets international fair trial standards after being convicted and sentenced to eight years' imprisonment in October 2012, said Amnesty International in a new report released today.

The appeal, due to open today, must rectify a number of problems which occurred in the trial, as documented in Justice in Jeopardy: The first instance trial of Victoire Ingabire.

“Victoire Ingabire’s initial trial was flawed and international standards were flouted,” said Sarah Jackson, Acting Deputy Director of Amnesty International's Africa Programme.

*Read the whole story under :*

<http://www.amnesty.org/en/news/rwanda-opposition-leader-s-right-fair-trial-jeopardy-2013-03-25>

### **(RWA 4) AFP – Belga – 26/3**

Des partisans de l'opposante rwandaise Victoire Ingabire Umuhoza, condamnée à huit ans de prison en octobre, ont été arrêtés et certains brutalisés par la police, afin de les empêcher de se rendre à l'ouverture lundi de son procès en appel, a affirmé mardi son parti, des accusations rejetées par la police rwandaise.

"Dominique Shyirambere, un membre du (parti) PS-Imberakure qui assiste souvent aux procès de l'opposition, a été arrêté alors qu'il était dans la rue à l'entrée de la Cour suprême. D'autres membres ont été arrêtés avec lui", a déclaré le vice-président des Forces démocratiques unifiés (FDU), formation non reconnue par Kigali, Boniface Twagirimana, sans pouvoir préciser combien de personnes avaient été interpellées.

"Quand Sylvain Sibomana (secrétaire-général des FDU) a demandé à la police pourquoi, elle avait empêché les membres de suivre le procès, il a été arrêté à son tour", a poursuivi M. Twagirimana, affirmant que plusieurs personnes interpellées avaient été brutalisées voire "tabassées", parmi lesquelles Sylvain Sibomana qui a, selon lui, dû être hospitalisé. Il se trouve dans un "état critique", a précisé le parti FDU dans un communiqué reçu à Bruxelles.

Le porte-parole de la police rwandaise, Théo Badege, a confirmé l'arrestation de Sylvain Sibomana et de Dominique Shyirambere pour "manifestation illégale" car "ils conduisaient un groupe de gens qui avait l'intention de perturber la sécurité autour du tribunal" et qu'ils avaient "résisté" à la police. Une enquête est ouverte, "s'ils sont innocents ils vont être libérés, s'il y a des charges contre eux, ils vont être déférés au parquet", a-t-il expliqué, ajoutant que quiconque peut assister aux procès, à condition de s'y rendre "paisiblement". Il a par ailleurs démenti d'autres arrestations ainsi que les accusations de brutalités.

Pour M. Twagirimana, "pour justifier cette arrestation illégale, la police a évoqué une manifestation qui n'a jamais eu lieu. Les membres ont été arrêtés alors qu'ils étaient en route vers la Cour suprême", a-t-il dit.

#### **(RWA 5) Committee to protect Journalists – 27/3**

An appellate court judge in the Rwandan capital, Kigali, on Monday upheld the criminal conviction of an editor who is serving a one-year prison sentence in connection with an opinion column, according to local journalists.

A judge presiding in the Gasabo Intermediate Court said Stanley Gatera, editor of Kinyarwanda-language independent weekly Umusingi, should be held accountable for a June 2012 opinion piece that suggested that men might regret marrying an ethnic Tutsi woman solely for her beauty, according to local journalists.

Police arrested Gatera, 22, in August 2012 after they said they received complaints from Tutsi women's groups. In November 2012, a lower court convicted Gatera on charges of "inciting divisionism" and "gender discrimination." The author of the piece fled the country amid the controversy and was never charged.

Gatera's defense argued that the journalist should not be punished for a column he did not write, local journalists said. The defense also noted the journalist had published an apology in the following issue. It was not immediately clear whether Gatera's defense team will pursue its appeal to the Supreme Court, local journalists said. "This opinion piece might have offended readers, but that should not constitute a criminal offense," CPJ East Africa Consultant Tom Rhodes said. "This ruling sends the message that Rwandan journalists must censor opinions if they want to stay out of jail."

Authorities have routinely targeted Umusingi and its journalists in recent years. In early 2011, the country's sole printing house, which is government owned, refused to print an edition of the paper that carried an interview with a dissident former Rwandan colonel, according to news reports. The paper's founder and former managing director Nelson Gatsimbazi, fled the country in August 2011 after being told of his impending arrest on charges of divisionism based on a complaint filed by another journalist in 2008, local journalists told CPJ. In December 2010, the presidential security advisor publicly accused Gatsimbazi of working with "enemies of the state," according to news reports.



## Relations extérieures

### (RWA 6) IRIN – 27/3

Camps in Rwanda hosting thousands of refugees from the Democratic Republic of Congo (DRC) are running out of space following an influx of people fleeing insecurity in eastern DRC, says a senior government official.

“Since we have an obligation to accommodate new arrivals, there is a need to find alternative solutions since the existing camps have been declared full,” Séraphine Mukantabana, the Rwandan Minister of Disaster Management and Refugee Affairs, told IRIN. “As [the] government, we have an obligation to ensure that they [Congolese refugees] are in safe places, but the only challenge is the means that will be involved in relocating local residents living in these neighbouring areas as a way to expand these new camps,” she said.

Rwanda is hosting thousands of Congolese refugees in five sites in Gihembe, Kigeme, Kiziba, Nkamira and Nyabiheke. At least 25,000 Congolese entered Rwanda from eastern DRC in 2012, according to the Rwandan government. The influx added to the approximately 43,000 refugees - mainly Congolese - already in the country.

The ministry noted that there are some refugees willing to be relocated to other places in Rwanda due to security concerns. “However, the majority among them ha[ve] opted to remain in a transit camp [in] Nkamira, located near the border with DR Congo, exploring the opportunity to return home as the security situation in their home villages is gradually returning to normal,” Mukantabana said.

The Nkamira camp, in northwestern Rwanda, close to the DRC border, is hosting around 8,300 Congolese refugees, among them combatants who fled recent fighting between two factions of the M23 militia in eastern DRC. On 15 March, the Rwandan government reported a new influx of Congolese refugees. There have been challenges meeting the food needs of the Congolese refugees in Rwanda .

On 5 March, the UN Refugee Agency (UNHCR) launched an appeal for an extra US\$69.6 million “to help hundreds of thousands of forcibly displaced Congolese civilians in the volatile Great Lakes region this year”. Part of the extra funds - some \$17.7 million - is intended for Rwanda. "Our plans for Rwanda centre on the Kigeme refugee camp, which was reopened and expanded last year and will soon reach its capacity of 25,000. Facilities need to be developed and homes repaired, and we aim to strengthen the local and health services to cater for the refugee population," said UNHCR spokesman Adrian Edwards.

According to UNHCR, the security situation in DRC limits the refugees' prospects for return.